

Actualités



Haïti

Une délégation rencontrera Aristide demain

OMNI-MED DE COOKSHIRE VOIT GRAND **B6**

page **B2**

Congés parentaux: Québec et Ottawa se disent pressés

Presse Canadienne
GATINEAU

Québec et Ottawa se sont formellement engagés, hier, à relancer des négociations dans le but de mettre sur pied, «le plus rapidement possible», un programme plus généreux de prestations pour les femmes enceintes et les parents de nouveau-nés.

Mais du même souffle, le ministre fédéral des Ressources humaines, Joseph Volpe, a confirmé que le gouvernement fédéral en appellera au jugement rendu le mois dernier par la Cour d'appel du Québec et qui déclarait inconstitutionnel le régime actuel, mis en place par Ottawa.

«Nous sommes demeurés d'accord pour que le fédéral prenne ses propres décisions au sujet de la Cour d'appel du Québec», a déclaré M. Volpe à l'issue d'une rencontre avec Claude Béchar, ministre québécois de la Solidarité sociale et de la Famille.

«Ce sont des questions juridiques qui vont être finalisées par la Cour suprême, a-t-il ajouté. Mais nous allons continuer à travailler ensemble.»

Québec s'est ainsi engagé à présenter rapidement à Ottawa des «paramètres» pour encadrer les pourparlers qui s'amorcent. Le ministre Volpe a quant à lui promis de soumettre ces paramètres au cabinet fédéral et d'obtenir en retour un mandat clair pour la suite des négociations.

Cette reprise du dialogue survient au moment où les libéraux de Paul Martin tentent de faire oublier la colère populaire générée par le scandale des commandites, qui risque d'affecter leurs résultats lors des prochaines élections, attendues à la mi-mai.

Le ministre Béchar s'est d'ailleurs montré enthousiaste sur une résolution rapide du litige avec Ottawa.

«Sans fixer d'échéancier, je vous dirais que c'est une question de semaines ou de mois, a-t-il avancé. On espère d'en arriver à une entente le plus rapidement possible.»

M. Béchar n'a pas voulu se fixer d'objectif précis quant au montant qu'il espérait soutirer d'Ottawa pour mettre sur pied son propre programme de congés parentaux. Il a toutefois convenu que le montant de 650 millions \$, avancé par le précédent gouvernement péquiste, demeurerait valable.

Lapierre engage des donateurs du PLC pour faire une enquête

Deloitte & Touche scrutera les livres de l'aile québécoise

François Cardinal
La Presse
MONTREAL

Le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, a ouvert une enquête pour déterminer combien d'argent a été versé à l'aile québécoise du Parti libéral du Canada par les agences de communication impliquées dans le scandale des commandites.

Or la firme choisie pour scruter une à une toutes les entrées et les sorties d'argent au PLC-Q depuis 1997, date de la mise en place du programme des commandites, est Deloitte & Touche, un des plus généreux donateurs du Parti libéral fédéral, a appris *La Presse*.

Le président de son aile québécoise, Pablo Rodriguez, a soutenu hier que la firme avait été sélectionnée parce qu'elle assure déjà la vérification externe de l'organisation. Il a ajouté qu'il n'était même pas au courant des contributions faites au parti par Deloitte & Touche.

Selon M Rodriguez, M. Lapierre et lui ont accordé un «mandat extrêmement vaste» à Samson Bélair/Deloitte & Touche. «Nous pourrions ainsi avoir une idée de combien ont versé les agences citées dans le rapport de la vérificatrice, a expliqué M. Rodriguez. Nous faisons cela par souci de transparence et parce que certains tentent de lier ces compagnies au parti.»

L'objectif est de dissocier l'aile québécoise du parti et les agences citées dans le plus récent rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser: Groupaction, Groupe Everest, La fleur communication et Gosselin communication. Au PLC-Q, on croit que pas un sous des 100 millions empochés par ces firmes n'a abouti dans ses coffres. Mais s'il y a eu contribution au parti, M. Rodriguez ne pense pas qu'il s'agit d'importantes sommes. Il en veut pour preuve le fait que l'aile québécoise du PLC a été dans le rouge pendant toutes les années où le programme des commandites était en vigueur, ayant à assumer une dette - maintenant effacée - de plus de trois millions de dollars.

«Déjà, en 1997, le parti avait une dette importante, précise M. Rodriguez. L'argent ne pouvait donc pas couler à flot. Mon feeling, c'est que Deloitte ne trouvera rien. Mais je veux simplement en avoir le cœur net.»

M. Lapierre n'a pas rappelé *La Presse*, hier.



Jean Lapierre

Samson Bélair/Deloitte & Touche est un cabinet de services professionnels établi au Québec depuis 1990. Avec Deloitte & Touche, son pendant canadien, il fait partie de la deuxième firme de comptables au monde, Deloitte Touche Tohmatsu.

Depuis 1998, Deloitte Touche Tohmatsu et ses filiales ont versé tout près de 200 000\$ au Parti libéral du Canada. En 2002 et 2001, notamment, Deloitte & Touche était parmi les 40 plus importants donateurs du PLC, avec des contributions annuelles dépassant les 20 000\$. En 2000, dernière année électorale, plus de 80 000\$ ont été versés au parti par la firme et ses antennes locales.

Plus récemment, plus de 50 000 \$ ont été débloqués en vue du financement de la campagne au leadership du premier ministre Paul Martin. Précisons enfin que le ministre des Affaires intergouvernementales, Pierre Pettigrew, a été vice-président de Samson Bélair/Deloitte & Touche, de 1985 à 1995.

Par ailleurs, la même firme d'experts-comptables a été choisie pour scruter toutes les activités de commandite, de publicité et de marketing de Postes Canada, un des acteurs élaboussés par toute cette affaire. Cette enquête a été lancée à la demande expresse du ministre du Revenu, Stan Keyes.

Le conseil d'administration de la Société canadienne des postes a d'ailleurs fait parvenir une lettre au ministre, mercredi, pour lui préciser comment elle entend réagir au rapport de la vérificatrice. C'est que Postes Canada a été montré du doigt pour avoir participé à des transferts de fonds, sans aucune documentation écrite, qui ont bénéficié à des agences de communication de Montréal.

«Après avoir rencontré la vérificatrice le 4 février dernier, le ministre a immédiatement demandé à la direction de Postes Canada d'entreprendre une vérification de leurs activités de commandites de publicité, a précisé l'attachée de presse du ministre, Caroline Jacques. Un rapport intérimaire est donc attendu d'ici un mois.»

C'est ainsi que, mercredi, le conseil d'administration de Postes Canada a confié à ses vérificateurs externes, Deloitte & Touche, le mandat d'effectuer une vérification complète de toutes les activités de commandite, de publicité et de marketing, de 1996 à ce jour.

WOW!

Des OFFRES à NE PAS MANQUER!

Du 20 au 22 février seulement!

OLYMPUS



Écran ACL de 1.8"

DS60
• Appareil numérique de 3.2 MP
• Écran ACL de 1.8"
• Zoom optique 3x (numérique 3x)
• Fonction vidéo "Quicktime"

348⁸⁸

*Après remise postale de 30\$ du fabricant

OLYMPUS



Écran ACL de 1.5"

C50
• Appareil numérique de 5 MP
• Zoom optique 3x (numérique 4x)
• Résolution maximale 2560 x 1920 pixels
• Écran ACL de 1.5"
• Carte mémoire 32 Mo XD incluse

598⁸⁸

GRATUIT!

50\$ D'ACCESSOIRES

sur présentation de ce coupon, à l'achat d'un appareil numérique OLYMPUS (DS60 - C50)

JVC

Mini DV NTSC

Caméscope numérique Mini DV

• Zoom 16x optique (700x numérique)
• 680k pixels • Résolution de 520 lignes
• Écran ACL de 2.5"

Écran ACL de 2.5"

Quantité limitée!

ÉPARGNEZ: 100\$

548⁸⁸

Rég.: 648⁸⁸



Mini DV NTSC

Caméscope numérique Mini DV

• Zoom 16x optique (700x numérique)
• 680k pixels • Résolution de 500 lignes
• Écran ACL de 2.5"
• Mode photo sur carte SD
• Stabilisateur d'image numérique
• Prise IEEE1394

ÉPARGNEZ: 100\$

698⁸⁸

Rég.: 798⁸⁸

GRATUIT!

100\$ D'ACCESSOIRES

sur présentation de ce coupon, à l'achat d'un caméscope JVC (GRDV30 - GRDV70)



I Art

JVC

Téléviseur ultra plat 36"

• Tube-Image plat
• Entrée vidéo à composants
• Audio haute définition BBE
• Télécommande multimarques

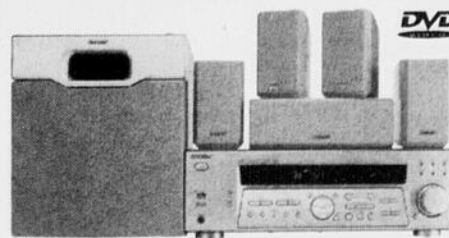
Quantité limitée!

1698⁸⁸

GRATUIT!

Combo lecteur DVD + vidéo 4 têtes Hi-Fi!

sur présentation de ce coupon, à l'achat d'un téléviseur JVC (AV30FA44)



DVD MP3

DOLBY DIGITAL

SONY

Ensemble cinéma maison

• Récepteur Dolby Digital/DTS
• Puissance audio de 400 watts
• Télécommande multimarques
• 5 haut-parleurs satellites
• 1 extrêmes-graves amplifié

498⁸⁸

Ensemble cinéma maison avec changeur de 5 DVD

• Récepteur Dolby Digital / DTS
• Puissance audio de 500 watts
• Télécommande multimarques
• Changeur 5 DVD/DC
• Balayage progressif
• 5 haut-parleurs satellites et 1 extrêmes-graves amplifié

598⁸⁸

GRATUIT!

ÉCOUTEURS SANS FIL

sur présentation de ce coupon, à l'achat d'un ensemble SONY CINÉMA MAISON (HTDDV750 - HTC90CP)

*Détails en magasin. Les illustrations peuvent différer. Offre pour un temps limité.

FINANCEMENT disponible!

Ajusté à vos besoins!
accord D
Desjardins

Nous réparons tous les appareils en électronique et en informatique...
Ou presque!

PROPRIÉTAIRE À SHERBROOKE : DOYON TV SON INC.
Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications



Agent autorisé **Bell Mobilité**

TELUS

fi do

SHERBROOKE : 2222, rue King O. 566-0261
OUVERT le DIMANCHE

1112, rue du Conseil • 565-3177
OUVERT le DIMANCHE

CARREFOUR DE L'ESTRIE (Mail central) • 563-3223
OUVERT le DIMANCHE

Le monde

REVUE DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

www.cyberpresse.ca

Haïti: une délégation est en route



Jean-Bertrand Aristide

OTTAWA (PC) — Une délégation internationale doit se rendre en Haïti demain afin d'y rencontrer le président Jean-Bertrand Aristide.

Cette délégation sera composée de représentants du Canada, de la France, des États-Unis, de l'Organisation des États américains (OEA), de l'ONU et de la Caricom, la Communauté des Caraïbes.

Le Canada sera représenté par le ministre de la Francophonie, Denis Coderre. «On veut s'assurer, dans un premier temps, du respect de l'accord de Kingston, au niveau de la Caricom», a-t-il expliqué.

Dans cet accord, auquel le président avait donné son aval, il était question d'une série de mesures, dont la libération de prisonniers et la réforme de la police. Des mesures destinées à démontrer à l'opposition la bonne foi du gouvernement Aristide qui, jusqu'à maintenant, tarde à mettre en place les changements proposés.

«Il est clair qu'on ne veut pas la tête d'Aristide, a noté M. Coderre. On croit qu'Aristide doit demeurer là. On doit aussi respecter la constitution haïtienne, protéger et garantir les droits du peuple haïtien et très certainement, trouver un rapprochement pour qu'on puisse avoir des élections libres et un gouvernement de réconciliation».

De son côté, le président Jean-Bertrand Aristide a rejeté une proposition américaine visant à organiser une élection présidentielle anticipée et s'est dit prêt à mourir pour Haïti.

«Je suis prêt à donner ma vie si c'est ce qu'il faut pour défendre mon pays», a-t-il lancé, réaffirmant une nouvelle fois qu'il était hors de question pour lui de démissionner.

De son côté, Washington a annoncé l'envoi en Haïti d'une mission militaire composée de trois ou quatre experts. Elle sera chargée d'évaluer la sécurité de l'ambassade américaine et de son personnel.

Aux Gonaïves (nord-ouest), d'où est partie l'insurrection le 5 février, les rebelles ont annoncé que leur mouvement s'appellerait désormais le Front de résistance nationale pour la libération d'Haïti et serait sous l'autorité d'un seul chef: Guy Philippe. Cet ancien chef de la police est accusé d'avoir mené une tentative de coup d'État contre M. Aristide ayant fait 10 morts en 2001. Il serait revenu de la République dominicaine récemment.

«Nous avons une seule stratégie: libérer toutes les villes dans tous les districts», a déclaré mercredi Winter Etienne, un chef du Front. Il a affirmé que les rebelles du Front et d'autres groupes étaient unis sous le commandement de Guy Philippe. «Nous avons le même objectif: chasser Aristide», a-t-il précisé.



Sharon justifie le Mur

Le premier ministre israélien Ariel Sharon a présenté hier aux émissaires américains son projet de séparation d'avec les Palestiniens, entre la barrière de sécurité avec la Cisjordanie (dont on voit une infime partie sur la photo ci-haut) et le «désengagements» à Gaza. Il a affirmé que ses projets n'entraînent pas en conflit avec la «feuille de route» soutenue par Washington. Ces mesures «n'empêcheront pas la possibilité d'un accord de règlement tant qu'il y aura un partenaire fiable côté palestinien». Ariel Sharon envisage d'évacuer 17 des 21 implantations juives de la Bande de Gaza et plusieurs autres en Cisjordanie, de manière unilatérale, si aucun progrès n'est enregistré dans les mois à venir sur la mise en oeuvre de la «feuille de route», qui prévoit l'établissement d'un État palestinien d'ici 2005.

Irak: impossible de tenir des élections le 30 juin, avertit Kofi Annan



Kofi Annan et son conseiller spécial Lakhdar Brahimi devant la presse à l'issue d'une rencontre avec des représentants de 45 pays et de l'Union européenne.

NATIONS UNIES (AP) — Le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan a jugé impossible hier la tenue d'élections législatives en Irak avant le transfert du pouvoir prévu le 30 juin, tout en soulignant que cette date devait être respectée.

«Nous avons partagé notre sentiment (...) que des élections ne pouvaient être organisées d'ici la fin juin» et «que la date du 30 juin pour un transfert de la souveraineté devait être respectée», a déclaré Kofi Annan.

«Nous devons trouver un mécanisme pour mettre en place un gouvernement par intérim et préparer plus tard des élections», a-t-il ajouté.

L'ayatollah Ali al-Husseini al-Sistani, chef spirituel des chiites, avait réclamé des élections directes pour désigner le parlement intérimaire, chargé de choisir le futur gouvernement provisoire.

Cette prise de position officielle était attendue. L'administrateur civil américain en Irak Paul Bremer avait affirmé un peu plus tôt dans la journée que la date du 30 juin serait «maintenue», tout en précisant que des modifications restaient «possibles».

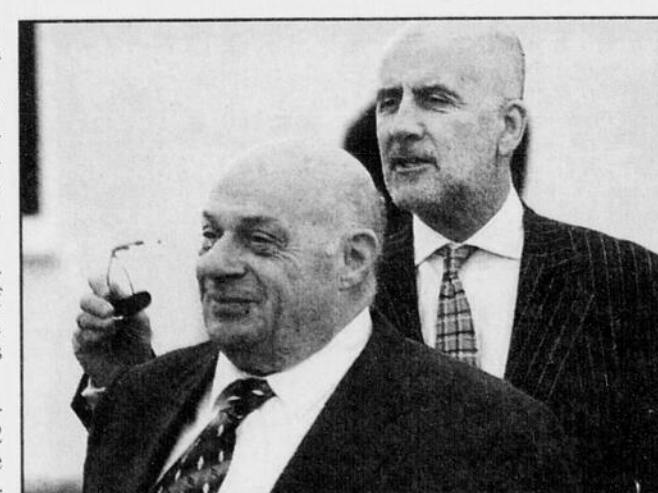
Chypre: les pourparlers de la dernière chance commencent sur des divergences

NICOSIE (AP) — Les médias ont salué avec espoir l'ouverture hier à Nicosie de pourparlers cruciaux en vue de la réunification de Chypre, sous l'égide de l'ONU.

Les deux camps négocient conformément à un plan de l'ONU qui appelle à la mise en place de deux régions séparées liées par un faible gouvernement central. Ils sont profondément divisés sur des questions portant sur un possible retour de Chypriotes grecs au nord et sur le nombre des soldats turcs restant dans l'île.

Les Chypriotes grecs insistent sur la liberté de mouvement et d'installation, droits garantis par l'UE. Mais Rauf Denktaş s'y oppose fortement, craignant que le retour d'un grand nombre des quelque 200 000 réfugiés chypriotes grecs modifie la nature du nord de Chypre.

En vertu du calendrier arrêté par les parties, les discussions, qui se sont ouvertes hier, peuvent durer jusqu'au 22 mars. Si aucun règlement n'est trouvé à cette date, la Grèce et la Turquie seront appelées à l'aide, pendant une semaine-marathon. Puis, en dernier recours, le 29 mars, Kofi Annan résoudra lui-même les questions-clés en suspens, avant que l'accord ne soit soumis à l'approbation des électeurs en avril.



Le conseiller spécial de l'ONU Alvaro de Soto et le leader chypriote-turc Rauf Denktaş.

Afrique: l'OMS prévoit vacciner 63 millions d'enfants contre la polio

DAKAR (AP) — L'Organisation mondiale de la santé (OMS) va lancer lundi une vaste campagne de vaccination contre la polio, visant 63 millions d'enfants dans dix pays d'Afrique, alors qu'une épidémie de poliomyélite qui frappe le nord du Nigeria est en train de s'étendre.

Au coeur du foyer de cette épidémie, dans le nord musulman du Nigeria, des dirigeants religieux interdisent la vaccination: ils estiment qu'il s'agit en fait d'un complot américain destiné à contaminer les musulmans avec le virus du sida, ou à les rendre stériles...

Selon les travailleurs humanitaires, à cause de cette interdiction, en vigueur depuis cinq mois, la pandémie menace désormais de s'étendre à sept pays de la région où elle avait été éradiquée.

Cette situation risque de réduire à néant les

efforts menés dans le cadre d'un projet vieux de 16 ans: l'ONU s'était donné pour objectif la disparition définitive de la maladie sur la planète, dans le plus important programme de santé publique jamais réalisé.

A compter de lundi, du Niger au Congo, des centaines de milliers de volontaires seront donc mobilisés pour administrer ce vaccin, qui s'administre par voie orale.

Car l'Afrique a un bilan «extrêmement positif» en matière d'éradication de la polio. «Ce serait une honte si nous laissions cela filer», a déclaré à Genève la porte-parole de l'OMS Melissa Corkum.

Dans les années 80, le virus de la polio handicapait à jamais, voire tuait, des centaines de milliers d'enfants chaque année de par le monde.

Enron: le dg est inculpé



Jeffrey Skilling

HOUSTON (AP) — Jeffrey Skilling, l'ancien directeur général d'Enron qui a démissionné moins de quatre mois avant que n'éclate le scandale du géant de courtage en énergie, a été inculpé hier de plusieurs chefs, dont ceux de délit d'initiés et fraude.

Âgé de 50 ans, l'ancien directeur général d'Enron est le plus haut responsable du groupe à devoir répondre à des accusations criminelles. Il est également la 28e personne à être inculpée dans le cadre de l'enquête.

La mise en examen comporte 42 chefs d'inculpation, dont 40 concerne Jeffrey Skilling. Dix d'entre eux l'accusent de délit d'initiés. Entre avril 2000 et septembre 2001, environ un mois après sa démission de la tête du groupe, il a vendu des actions par paquet de 10 000 à 500 000. En septembre 2001, l'action d'Enron cotait 31 dollars contre 87 dollars un an plus tôt.

L'ancien chef comptable d'Enron Richard Causey, mis en examen en janvier pour fraude, est également nommé dans la mise en examen, de même que l'ancien directeur financier Andrew Fastow, qui a plaidé coupable et accepté de collaborer avec la justice américaine. L'ancien président de la compagnie, Kenneth Lay, n'est pas mentionné.

Mariage gai: où est Mary Cheney?



Les mariages gais se multiplient à San Francisco.

WASHINGTON (AP) — Où est Mary Cheney, la fille lesbienne du vice-président américain? C'est la question que pose un nouveau site Internet qui souhaite que la fille de Dick Cheney se prononce publiquement contre un projet d'amendement constitutionnel interdisant les mariages homosexuels, au moment même où la ville de San Francisco célèbre les unions gays à la chaîne.

Depuis son lancement vendredi dernier, www.DearMary.com a déjà reçu 3000 lettres demandant que Mary Cheney déclare son opposition au projet d'amendement.

Dick Cheney a estimé le mois dernier que choix final devait revenir aux États, tout en précisant qu'il soutiendrait un amendement de la constitutionnel prévoyant l'interdiction.

«Le but est que le vice-président Cheney s'oppose à cet amendement», a expliqué John Aravosis, consultant politique et créateur du site.

Cas de grippe aviaire en C.-Britannique

TORONTO (AP) — Les responsables canadiens pratiquent actuellement des tests sur une forme bénigne de grippe aviaire détectée dans une ferme de Colombie-Britannique afin de déterminer s'il s'agit d'une souche mortelle pour la volaille.

Pour l'instant, le cas a été circonscrit à cette ferme, et il n'y a aucun lien avec la santé humaine, a expliqué hier le ministre canadien de la Santé, Pierre Pettigrew.

Selon les responsables, ce virus, le H-7, est différent de l'HSN1 qui frappe actuellement l'Asie et a causé la mort de 22 personnes en Thaïlande et au Vietnam. Il n'est pas non plus susceptible de se transmettre à l'homme.

Les résultats de ces tests seront disponibles aujourd'hui. Le virus H-7 sévit actuellement aux États-Unis, au Delaware et au New Jersey.



Dès lundi, du Niger au Congo, des centaines de milliers de volontaires seront mobilisés pour administrer ce vaccin, qui s'administre par voie orale.

Zellers

Dès vendredi!

Liquidation

jusqu'à

75% de rabais

TOUTE la literie coordonnée Mossimo®

TOUTE la literie coordonnée Wabasso®†

†À l'exception des oreillers et des protège-matelas

TOUTE la literie B-Home

*Sur nos prix originaux. Prix tels qu'étiquetés. Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura.

EXEMPLES :

Drap Mossimo® lit 1 place. Avant 29,97 réduit à 24\$... maintenant 15\$

Couvre-oreiller Mossimo®. Avant 19,97 réduit à 10\$... maintenant 5\$

Cache-sommier Mossimo® lit 1 place. Avant 24,97 réduit à 12\$... maintenant 6\$

de literie!

Liquidation mode de 100 millions \$

RABAIS
ADDITIONNEL DE

50%

Vendredi
et samedi
seulement!

TOUS LES VÊTEMENTS À PRIX DÉJÀ RÉDUIT
POUR HOMME, FEMME ET ENFANT!

Exemple : tricot pour femme. Avant 19,97 réduit à 10\$... maintenant 5\$

Sur le dernier prix étiqueté. Le choix varie selon le magasin. Désolés, aucun bon d'achat différé.

DE PLUS, économisez jusqu'à 60 % sur une sélection de chaussures pour enfant.

Ord. jusqu'à 24,97. Maintenant 10\$.

Profitez de ces offres spéciales du samedi!



Prix
CISEAUX

147

avant 1,94

Liquide à vaisselle
Aromatherapy de
Palmolive®, 625 ml

LIMITE DE 4
PAR CLIENT



LIMITE DE 4
PAR CLIENT

Prix
CISEAUX

597

avant 7,97

Papier hygiénique
Cottonelle®,
24 rouleaux simples
ou 12 rouleaux
doubles

Liquidation
du fabricant!



Prix
CISEAUX

2988

avant
jusqu'à
59,97

Sélection de chaussures
de sport de marques
nationales

Le choix varie selon le magasin.

Du vendredi 20 au vendredi 27 février 2004.



Chez nous

Entre nous
Drummond

Colloque sur la relève

DRUMMONDVILLE (JPB) - La Chambre de commerce et d'industrie de Drummond organise, de concert avec le ministère du Développement économique régional, un colloque portant sur la relève et la transition d'entreprises familiales le 24 mars prochain à l'Hôtel Le Dauphin.

Alain Samson, formateur et auteur de nombreux ouvrages sur la gestion, sera le conférencier et animera en plus deux déjeuners préparatoires les 25 février et 10 mars. Ces déjeuners s'adresseront respectivement aux chefs d'entreprise désireux d'enclencher un processus de transition et aux enfants, cadres ou autres ressources appelées à prendre la relève. Benoît Laflamme, président du Comité des affaires industrielles et internationales de la Chambre, traitera pour sa part des moyens fiscaux et légaux de même que des outils financiers pour réussir la délicate étape de la relève. Pour information : 819-477-7822.

Prix du meilleur coach

DRUMMONDVILLE (JPB) - Le Réseau industriel Drummond présente la sixième édition du Prix du meilleur coach, qui s'adresse à un employé ou un cadre d'une entreprise qui se distingue par ses qualités de meneur, de gestionnaire et de communicateur, "quelqu'un qui sait faire progresser son monde et amener son entreprise plus loin", selon les termes utilisés par Alain Doyon, président du jury.

Le lauréat, qui succédera à François Bouret, pdg du Groupe Bouret, sera connu lors d'un gala le 1er mai prochain. Les candidatures sont reçues au bureau administratif du Réseau jusqu'au lundi 15 mars. Un formulaire doit être rempli par des collègues de travail du candidat. Pour information: Manon Perreault, 819-472-3141.

Souper-spectacle-casino

DRUMMONDVILLE (JPB) - Un souper-spectacle-casino aura lieu le 28 février à la Salle communautaire Drummondville-Sud au profit des Voltigeurs de Drummondville, de 17 h 30 à 23 h 30. Après le repas, place aux tables de jeu qui seront menées par les joueurs des Voltigeurs. Le prix du billet est de 45 \$, ou 340 \$ pour 8 personnes, et donne droit à 10 000 \$ en argent de casino. Il y aura aussi pour plus de 6000 \$ en prix de présence. Pour information: (819) 477-9400.

Avions et voitures antiques

DRUMMONDVILLE (JPB) - L'Aéroport régional de Drummondville sera le site d'un rassemblement d'avions et de voitures antiques les 29 et 30 mai prochain. Il sera possible d'admirer des constructions datant des années 1900 jusqu'aux années 1970. Cette activité familiale permettra de plus aux visiteurs de voter pour les hydravions, avions et voitures antiques qui auront retenu leur préférence. Pour information: Marc Leclerc au (819) 470-0759.

Arthabaska

Gagnants de la Loto-voyage

VICTORIAVILLE (GB) - Les gagnants des quatrième et cinquième tirages de la Loto-voyage de la Sécurité alimentaire des Bois-Francs sont respectivement Michel Houle, de Victoriaville, qui se mérite un voyage à Punto Cana d'une valeur de 2138 \$, et Sylvain Laroche, aussi de Victoriaville, qui remporte un crédit voyage de 2398 \$ pour un voyage à Puerto Plata.

En retour, Pierre Trottier et Jacques Rouette touchent chacun 144 \$ représentant le montant versé pour l'achat de la Loto-Voyage.

Val-Saint-François

Souper-conférence

RICHMOND (GM) - La prochaine activité de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la région de Richmond, aura lieu le mardi 24 février au restaurant Chez Diane, situé sur la rue Spooner Pond.

A cette occasion, il y aura un souper suivi de deux conférenciers-invités. Dans un premier temps, Richard Comtois, traitera du dossier des assurances-collectives des Chambres de Commerce du Québec, puis Martin Lafleur, directeur du Comité de promotion industrielle de la zone de Richmond, parlera du dossier du marché d'alimentation Maxi qui ouvrira dans quelques semaines à Richmond.

La gestion des loisirs

WINDSOR (SP) - La Ville de Windsor se penchera, au début du mois de mars, sur la gestion des loisirs offerts sur le territoire. Le maire, Louis St-Laurent, précise que le conseil municipal veut voir si la façon d'administrer les loisirs peut être revue et améliorée afin de réduire les coûts.

L'administration et l'entretien des infrastructures, dont les parcs et le centre sportif J.A. Lemay, feront l'objet d'une analyse. Après avoir consulté d'autres maires, M. St-Laurent constate que la gestion des loisirs commande d'importants budgets et que d'autres municipalités ont d'autres façons de faire. "En les consultant, j'ai vu que le fonctionnement n'est pas pareil et quand je leur soumet nos coûts, ils sont surpris. Nous savons que nous devons couper dans les dépenses. Depuis deux ans, nous avons dû augmenter le taux de taxation et nous devons maintenant stabiliser cela", révèle le maire.

Cliniques d'impôt

WINDSOR (SP) - Six cliniques d'impôt bénévoles seront offertes aux personnes de la région de Windsor, Saint-Denis-de-Brompton et Stoke. Ces cliniques, qui sont destinées aux personnes ayant un faible revenu et dont la déclaration est simple, se dérouleront les 2, 4, 9, 11, 16 et 18 mars, de 13 h 30 à 16 h 30 au Centre communautaire René-Lévesque, situé à Windsor.

Les personnes intéressées n'auront qu'à se présenter directement à l'une ou l'autre de ces cliniques avec tous les documents nécessaires. Des bénévoles bénévoles et qualifiés seront sur place, au 54 rue Saint-Georges, pour remplir les rapports d'impôt en toute confidentialité. Ce service est gratuit et s'adresse exclusivement aux personnes n'ayant pas les moyens de payer pour faire remplir leurs rapports d'impôt (travailleurs à faible revenu, prestataires de la sécurité du revenu, familles monoparentales ou personnes âgées).

Le Centre d'action bénévole offre ce service d'impôt grâce à la collaboration de plusieurs bénévoles. Pour infos: 845-5522.

Le Festival de l'Érable met le paquet

Des artistes de renom se produiront à Plessisville



Gilles Besmargian
gilles.besmargian@tribune.qc.ca
PLESSISVILLE

Après de nombreuses tergiversations, principalement avant la tenue de la 45e édition qui est venue à un cheveu de ne pas avoir lieu, en 2003, le Festival de l'Érable de Plessisville se déroulera du 30 avril au 2 mai prochain, et ce, avec un comité organisateur renouvelé et des activités permettant d'attirer un plus grand nombre de visiteurs. On souhaite accueillir 12 000 participants venus des quatre coins de la province.

En vue de l'édition 2004, sous la présidence de Martin Vigneault, l'élément le plus audacieux réside dans le fait que le festival prend une nouvelle tangente avec la présentation de spectacles avec des artistes de renom, moyennant un déboursé. Monteront sur la grande scène du chapiteau: Les Frères à cheval, le vendredi à 21 h, Martin Deschamps, le lendemain à la même heure, et Patrick Norman, le dimanche à 15 h 30.

Une des activités les plus courues du festival au fil des ans, la fête à la tire sur neige gratuite qui réunit des centaines de personnes, le dimanche après-midi, est de retour grâce à la généreuse commandite de Citadelle, après un défilé dans les rues de la ville. Celle-ci et la paroisse de Plessisville sont au nombre des nombreux partenaires majeurs de l'événement avec une participation financière de 10 000 \$ chacune et des services reliés au festival.

Cette année, toutes les activités de la 46e édition auront lieu à l'aréna Léo-Paul-Boutin et sous un immense chapiteau chauffé sur le terrain de l'amphithéâtre. «Le festival s'est donné pour mission de revenir en force et de redorer son image auprès de la population. Avec l'appui de notre président d'honneur, le



La Tribune, Gilles Besmargian

Aux extrémités, respectivement maire de la paroisse et de la Ville de Plessisville, Berthe Marcoux et Jacques Martineau, accompagnent le président de la 46e édition du Festival de l'Érable, Martin Vigneault, et le président d'honneur de l'événement, le député d'Arthabaska, Claude Bachand.

député d'Arthabaska Claude Bachand, il renait de ses cendres pour offrir un événement de grande envergure», de déclarer le président Vigneault.

Outre ses spectacles de haut niveau, durant tout le week-end, on proposera aux visiteurs de découvrir le volet agroalimentaire dans le cadre d'un circuit de dégustation de produits d'érable dont divers mets concoctés spécialement pour l'occasion, sans oublier des repas de cabane à sucre. Les gens pourront également assister à la démonstration de fabrication de produits d'érable.

A l'intérieur de l'aréna, une vingtaine d'exposants auront le loisir de faire la promotion de leurs produits reliés à l'acériculture.

Les enfants ne seront pas laissés pour compte. À leur intention, une mini ferme saura sûrement les intéresser de 17 h à 21 h le vendredi, de 8 h à 20 h le lendemain et de 8 h à 17 h le dimanche. Des clowns, un atelier de maquillage, des tours de poney et un spectacle de Ronald McDonald sont aussi au programme.

Pour les plus âgés, le comité organisateur lance une olympiade humoristique animée. À ce chapitre, à toute heure de la journée samedi et dimanche, on promet des surprises aux amateurs de sensations fortes friands de nouvelles expériences. Également, entre autres, courses de VTT (le samedi à compter de 12 h), concours de sciage (le dimanche dès 11 h), danse en ligne (le samedi de 13 h à 15 h), tournois de jeux vidéo sur écran géant (samedi et dimanche de 13 h à 17 h), etc.

À savoir si le concours de produits d'érable aura lieu cette année, M. Vigneault a tenu à préciser que rien n'était encore acquis. Sur ce point, le comité est toujours en réflexion. Par ailleurs, le président d'honneur, Claude Bachand, a assuré qu'il sera présent sur le site au cours de la fin de semaine, en promettant un appui financier du MAPAQ.

Le site du festival sera accessible moyennant des frais d'entrée de 5 \$ pour les adultes et de 3 \$ pour les étudiants (les moins de 12 ans seront admis gratuitement).

Un échange franco-québécois pour les artisans ébénistes



Maxime Rioux
maxime.rioux@tribune.qc.ca
DRUMMONDVILLE

Les artisans ébénistes qui rêvent depuis toujours de pouvoir admirer et même toucher des meubles ayant appartenu à Louis XIV, Louis XVI et Marie-Antoinette ont désormais la chance de réaliser leur rêve. En effet, pour certains, cette onirique vision se transformera en un événement bien réel puisqu'un voyage échange franco-québécois a été organisé spécialement pour montrer aux travailleurs d'ici les méthodes de travail utilisées en Europe, et ce, dans les plus grands lieux du genre.

Ainsi, en collaboration avec l'Association française l'Amarante et le Lycée Adrienne-Bolland, Emmanuelle Cossette, coordonnatrice au

développement professionnel à l'École d'ébénisterie et de métiers d'art Alain Guillon, a pu organiser un échange franco-québécois impliquant des artisans ébénistes et des étudiants français et québécois en ébénisterie. Ce voyage, qui se déroulera du 9 au 21 juin prochain, permettra aux ébénistes d'ici de voir les différentes méthodes préconisées par les artistes européens. Des docteurs et des maîtres en restauration seront sur place pour échanger sur leur profession. «Nous voulons que les gens apprennent beaucoup de choses dans les meilleures conditions possibles», d'affirmer d'entrée de jeu Mme Cossette.

Dans un premier temps, les artisans et étudiants québécois se rendront à Paris en juin prochain. Durant ce séjour, ils auront accès à des sites habituellement inaccessibles aux touristes. «Les gens présents pourront visiter un site très spécial où est faite la restauration du mobilier des musées nationaux. L'endroit est situé dans une ancienne écurie, à Versailles. Pour ma part, lorsque j'ai fait le voyage l'an passé, j'ai pu toucher des meubles ayant appartenu à Marie-Antoinette, à Louis XIV et Louis XVI. Ça fait

vraiment un drôle de feeling», d'assurer Mme Cossette qui précise que les visiteurs seront logés dans le quartier latin durant la période de visite des différents musées.

De plus, les ébénistes visiteurs auront la chance de visiter, dans le cadre d'une véritable tournée d'observation, des musées aussi célèbres que le Louvres (section des objets d'art), le Musée national du Moyen-Âge, la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, le Musée Carnavalet, le musée des antiquités national qu'est le Musée Saint-Germain-en-Laye ainsi que le Musée Nissim de Camondo, un hôtel (maison très luxueuse) qui présente des styles allant de la Renaissance au rococo.

Évidemment, les ébénistes québécois seront appelés à échanger et à travailler avec des artisans français dans leur atelier d'ébénisterie. Par la suite, les artisans et étudiants français effectueront une visite à leur tour.

Le nombre d'inscription étant limité, les gens intéressés sont invités à entrer en contact avec Emmanuelle Cossette, en composant le (819) 475-6757.

Équipement Sanitaire Drummond se démarque lors du Gala des balais d'or Dissan



Jean-Pierre Boisvert
jean-pierre.boisvert@tribune.qc.ca
DRUMMONDVILLE

Une entreprise de Drummondville, Équipement Sanitaire Drummond, a été choisie Membre de l'année lors du premier Gala des balais d'or Dissan, qui s'est tenu à Puerto Vallarta le 20 janvier dernier, dans le cadre de la convention annuelle des membres.

Dissan évolue dans l'industrie des produits et équipements sanitaires au Québec et au Canada et regroupe une cinquantaine de membres à travers le pays. Chaque année, depuis 1990, Dissan souligne la meilleure performance en terme de qualité et de quantité de l'un de ses membres et la palme 2003 a été accordée à Équipement Sanitaire Drummond, une société fondée en 1986 par Benoît et François Pelletier, père et fils, qui compte une dizaine d'employés.

Entreprise spécialisée dans la distribution de produits et d'équipements pour l'entretien, Équipement Sanitaire Drummond est rapidement devenue le leader dans ce domaine au Coeur du Québec et en Mauricie, selon Mario Lamarque, directeur général de Dissan, dont le siège social est situé à Laval.

«François Pelletier a vraiment fait du bon travail, il a su monter une belle structure d'entreprise», a-t-il dit. «Dans le domaine sanitaire, les gens sont de plus



La Tribune, Jean-Pierre Boisvert

François Pelletier, président de la compagnie Équipement Sanitaire Drummond, reçoit sa plaque de Membre de l'année Dissan des mains de Pierre Hébert et Denis Pilon, respectivement membre et président du Conseil d'administration du regroupement.

en plus préoccupés par la santé communautaire et la propreté des lieux où ils travaillent».

L'entreprise drummondvilleoise s'est distinguée par les cours de formation à l'intention des employés d'entretien. «Étant donné qu'environ 90% des budgets d'entretien servent à payer le temps des

employés, ces derniers prendront moins de temps pour effectuer les tâches quotidiennes s'ils sont bien formés et connaissent les bonnes applications de tous les produits et équipements à leur disposition», de faire remarquer François Pelletier.

Opinions

Suroît

Le débat est vicié

Depuis quelques semaines, le dossier de la centrale du Suroît fait les manchettes, jour après jour. Il est cependant étrange d'observer la voie que semble suivre cette question. D'un côté, Hydro-Québec tente de faire passer le tout en vitesse, comme le gouvernement d'ailleurs, alors que les opposants parlent de l'équivalent de 500 000 voitures de plus au Québec, sans parler du reste du monde. Il est malheureux que le dossier de cette centrale éclipe totalement le fondement de toute réflexion à ce sujet: l'opposition entre la demande d'énergie et l'environnement.

La très grande majorité des Québécoises et des Québécois semblent contre le projet de centrale, mais pourquoi? Est-ce parce que tout le monde l'est, ou est-ce une position fondée? La question semble bête, mais en regardant la situation de plus près, elle est légitime!

En effet, si, comme le disent plusieurs groupes opposés au Suroît, Hydro-Québec construit cette centrale pour vendre son électricité, l'énergie vendue aux États-Unis et en Ontario n'aurait pas à être produite sur place. Donc, des centrales thermiques au charbon pourraient peut-être fermer leurs portes. Et comme une très grande partie des gaz à effets de serre envahissant le Québec proviennent de l'étranger, tout le monde serait gagnant. La pollution totale de la Terre (je me fous de la partie qui nous est due ou non) serait réduite, notre stabilité énergétique serait assurée, nous aiderions nos voisins et le reste du monde serait heureux de voir que des efforts concrets sont faits pour diminuer le niveau de pollution.

Par contre, je ne sais si Hydro-Québec

pense le tout de cette façon. Je ne sais s'il serait plus efficace de fermer nous-mêmes nos centrales au charbon pour montrer la voie à suivre. Le problème fondamental du dossier du Suroît, comme celui d'une multitude de dossiers à teneur environnementale, est la «game» de désinformation entre tous les partis.

Est-ce que plusieurs supposés experts dans le domaine ont oublié rapidement que les barrages hydroélectriques sont aussi extrêmement néfastes pour la flore et la faune? Qu'ils tuent des habitats naturels et forcent à l'exil toute la vie des nouveaux bassins? Que les poteaux nécessaires au transport de cette électricité du Nord québécois aux grands centres sont d'affreuses constructions humaines polluantes notre environnement visuel? Est-ce qu'on oublie rapidement ces faits parce que le tout est juste dans le Nord, où personne (ou presque!) ne vit?

De même pour les parcs d'éoliennes, qui attaquent de magnifiques boisés. Qui tuent de magnifiques paysages. Qui ne produisent pas beaucoup et sans stabilité. Le gaz naturel a aussi ses défauts de pollution atmosphérique, mais ceux-ci doivent être mis en comparaison avec les défauts des autres types de centrales.

Pour ma part, même si je sais que la population a une peur incroyable du nucléaire, j'aimerais au moins avoir quelques précisions à son sujet. Les technologies nucléaires sauvent des vies chaque jour au Québec, pourquoi ne pourraient-elles

pas nous procurer de l'énergie? Est-ce qu'une telle centrale produit des gaz à effets de serre? Combien de déchets nucléaires sont alors produits (en comparaison avec l'émission normale de la Terre et des outils nucléaires du domaine de la santé)? Comment peut-on les stocker? Est-ce possible de les éliminer? etc.

J'ignore si la centrale du Suroît est un bon choix, mais je sais que le débat actuel est vicié et cela des deux côtés. La production de toutes les sortes d'énergies comporte plusieurs désavantages et aucune énergie est totalement propre. Dire le contraire est renier l'esprit scientifique. Une chose est néanmoins intéressante de tout ce brouhaha, c'est que des questions sur notre niveau de consommation d'électricité ont été posées. Mais en ouvrant ainsi une porte sur la surconsommation de notre société, est-ce que le prix abordable de ressources fondamentalement polluantes comme le gaz, l'essence, les véhicules utilitaires sports et l'énergie généralement ne devrait pas être soulevé en même temps? Parce que tous les débats sont complexes et globaux, toute réponse simple est assurément fautive ou incomplète.

Alexis Gagné-LeBrun
Étudiant en physique

La centrale doit vite voir le jour

Durant la période de grand froid de janvier dernier, Hydro-Québec a demandé à la population de contribuer à réduire la demande énergétique en énumérant des abstentions non contraignantes de consommation et d'utilisation, durant une courte période, car la demande atteignait un point critique et on mentionnait le délestage.

Ceci est une indication claire et précise que la capacité énergétique, au Québec, atteint actuellement une limite telle que la demande énergétique augmentera au cours des années prochaines.

En effet, il y a quelques années, le coût de l'énergie électrique surpassait le coût de l'énergie du gaz, laquelle surpassait le coût de l'énergie du mazout.

En général, les nouvelles constructions domiciliaires utilisaient l'énergie du gaz ou du mazout pour le chauffage afin de contre, avec l'économie d'énergie, le coût moindre de l'installation du chauffage à l'électricité. Depuis trois ou quatre ans, le coût des deux énergies à moindre coût ont augmenté et, au Québec, le coût de l'électricité a été gelé avec le résultat que l'électricité est l'énergie la moins chère ou presque.

Le chauffage domiciliaire à l'électricité remporte la palme, ce qui fait grimper la demande en période de pointe d'hiver et peut-être de façon vertigineuse en tenant compte de l'augmentation de la construction domiciliaire favorisée par les bas taux d'hypothèque.

Le gouvernement du Québec, propriétaire de l'Hydro, a l'obligation d'assurer la sécurité énergétique à ses clients ou actionnaires.

À l'heure actuelle, devant l'urgence de la situation, il faut une solution d'augmentation de la capacité énergétique de l'Hydro à la fois fiable (c'est-à-dire avec confiance en une réserve d'appoint), la moins polluante possible et économique d'installation.

De nouvelles mesures d'économie

d'énergie ne pourront pas suffire pour contre la progression de la demande à moins d'aller jusqu'à l'extrême, le délestage. Les centrales hydroélectriques futures et en progression, d'après l'Hydro, ont un échancier trop long, à cause d'imprévus tels que le niveau des réserves d'eau sujet à l'apport pluvial, les réparations des barrages et les retards de chantier.

L'énergie produite par les futures petites centrales hydroélectriques est une solution plus ou moins fiable car elle dépend du rythme de remplissage de la réserve d'eau et les contraintes environnementales peuvent retarder l'échéancier.

L'énergie éolienne n'est pas fiable en période de grande demande énergétique car elle dépend du facteur vent, donc pas de réserve d'appoint. L'énergie solaire est similaire. L'énergie nucléaire est fiable mais d'un délai trop long et avec des rejets problématiques. L'énergie du mazout est fiable mais polluante.

L'énergie produite par le gaz (Le Suroît) est fiable, très peu polluante (des cuisinières au gaz sans hotte d'évacuation sont installées dans des logements depuis de nombreuses années) et sécurisera la demande en période de pointe avec la variété énergétique que l'Hydro possède actuellement, soit: hydraulique, éolien, nucléaire et mazout. Les plans sont faits, l'échéancier est connu, le coût est évalué, en résumé, tout semble prêt pour les soumissions.

D'après l'Hydro, ce projet respectera les normes de Kyoto. D'ailleurs, si on attend qu'on en vienne au délestage, les normes de Kyoto seront foutues en l'air par l'utilisation des génératrices d'urgence, le chauffage au bois, etc. La récente tempête de verglas l'a prouvé.

Robert Leblanc,
ingénieur retraité,
Magog

Gestion transparente à Magog? Pas vraiment!

Depuis quelque temps, nous entendons que la Ville de Magog est fière de télédiffuser les séances du conseil municipal, par souci de transparence dans sa gestion et d'accès à l'information. Quoique j'applaudisse cette initiative, je suis profondément déçu que la Ville n'ose pas aller jusqu'au bout de ce geste. Pourquoi faire les choses à moitié?

Les élus ont choisi de télédiffuser, oui, mais pas la période de questions du public. Donc, les citoyens auront droit à tout au plus 30 minutes de réunion, de dérogations mineures, de motions lues à tour de rôle par les conseillers dont les décisions ont été prises à l'avance.

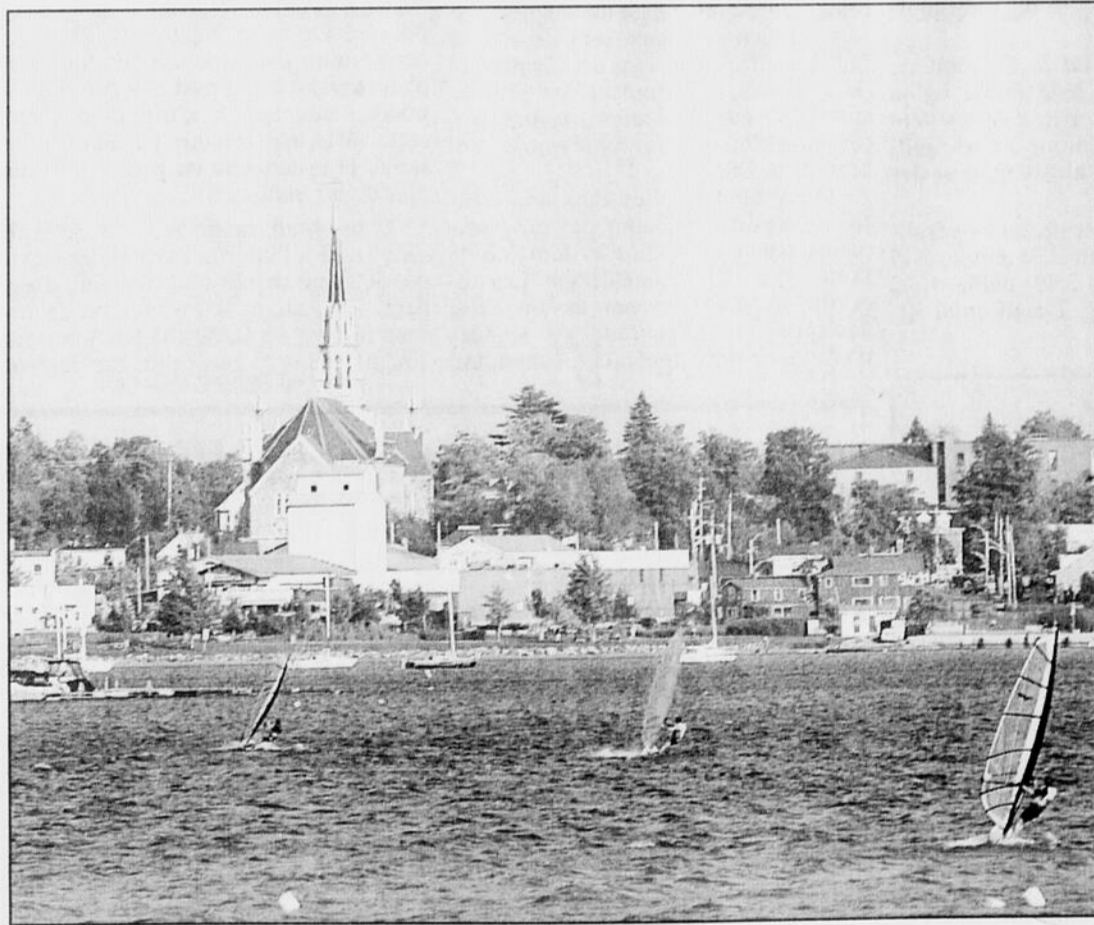
Nos élus ont-ils peur?

Pourquoi ne pas télédiffuser la période de questions du public? Nos élus ont-ils peur des questions qui pourraient être posées? Ont-ils peur de ne pas avoir les réponses ou de perdre patience, comme cela s'est vu dans le passé?

Pire encore, ont-ils peut-être peur que les défusionnistes posent des questions embêtantes et que les citoyens soient témoins de leurs revendications?

Encore une fois, les citoyens de Magog comme dans le Canton de Magog verraient que nous avons raison de ne pas avoir confiance en la Ville de Magog et de réclamer le vote sur la question.

Suzanne Allaire, défusionniste
Résidente du Canton de Magog



La Tribune, archives

En ne télédiffusant pas la période de questions des séances du conseil municipal, les élus de Magog ont-ils peur que les défusionnistes posent des questions embêtantes et que les citoyens soient témoins de leurs revendications?

Les citoyens du Canton ont droit à une étude objective

Nous avons récemment été informé des préoccupations des citoyens pour la renaissance de Saint-Bruno concernant la firme SECOR Conseil. Cette firme a été retenue par le gouvernement Charest pour mener les études d'impacts d'éventuelles défusions dans plusieurs municipalités au Québec. Cette même firme aurait eu un mandat pour l'ex-ville de Montréal, sous l'administration de Pierre Bourque qui faisait alors la promotion d'une île, une ville.

Elle a aussi accompagné un comité d'élus et de fonctionnaires de Longueuil pour préparer un mémoire sur le projet de loi 9 portant sur la défusion. De plus, elle a donné des avis sur les moyens de combattre la défusion. Un autre fait troublant, en novembre dernier, 200 personnes membres d'un groupe de Coalition Montréal ont signé une déclaration commune contre les défusionnistes. Or, parmi les signataires, il y a le président directeur-général de SECOR Conseil ainsi que le fondateur. Ceci semble loin de nous, citoyens du Canton de Magog. Dans notre cas, c'est la firme Roche qui mène l'étude. Cette même firme qui a mené une trentaine d'études d'impact de regroupement pour des municipalités au Québec et qui a été client de la Ville de Magog pour de la réglementation et des avis en urbanisme. Il n'y a peut-être pas lieu de s'inquiéter. Toutefois, nous réclamons une étude objective et impartiale.

Nous trouvons inconcevable que la firme qui mène cette étude ne prévoit pas rencontrer les anciens élus du Canton de Magog ainsi que le comité de coordination de la coalition des citoyens et citoyennes pour la défusion du Canton de Magog. Comment peut-on s'assurer que l'analyse est complète si c'est uniquement la Ville de Magog qui est consultée? L'information sera alors filtrée et interprétée. Nous ne voulons pas d'une autre étude dictée par la Ville de Magog comme ça a été le cas dans le rapport sur le regroupement de la Ville de Magog, du Village d'Omerville et de la Municipalité du Canton de Magog.

Richard Latulippe
Citoyen du Canton de Magog

Les conventions collectives ont le dos large

Dans son édition du vendredi 23 janvier 2004, le quotidien La Tribune publiait un article sur le décrochage scolaire. Dans cet article, on remettait en cause les conventions collectives, affirmant "qu'elles empêchent les écoles de jouer pleinement leur rôle et qu'aujourd'hui, pour être un professeur engagé, il faut être un peu délinquant face à sa convention collective".

Ces propos reflètent une façon de voir assez courante dans les milieux patronaux en éducation actuellement. À entendre nos patrons, tous les maux du système sont attribuables à nos conventions collectives. Or, il n'est pas sans intérêt de se rappeler qu'une convention collective est le résultat de négociations de bonne foi qui ont eu lieu entre les parties et que c'est le minimum sur lequel les parties ont réussi à s'entendre.

De plus, l'actuelle obsession patronale d'exercice du droit de gérance qu'on nous sert sur à peu près tous les dossiers est le frein le plus important à un climat serein dans nos écoles. Citons quelques exemples: l'application de l'entente sur

la durée du temps de travail, dans le cadre du règlement partiel sur l'équité salariale, a fait l'objet d'une application tellement tatillonne que des projets ont été abandonnés dans les écoles. À vouloir trop contrôler le temps de travail, on a provoqué une application plus stricte de ce temps de travail.

Autre exemple: lors de discussion avec la partie patronale sur l'utilisation des journées de reprise, nous avons ouvert la porte à la possibilité d'échanger des journées pédagogiques et des journées de reprise afin que la reprise se tienne le plus près possible de l'événement ayant amené la suspension des cours; pour ce faire, nous demandions à la partie patronale de nous consulter sur l'utilisation des journées de reprise. La réponse patronale: pas de discussion, c'est notre droit de gérance.

Les enseignantes et enseignants de la CSRS ont toujours donné plus et fait plus que ce que prévoyaient les conventions collectives. On les a souvent abusés! Nous avons mené des luttes et fait de nombreuses interventions pour tenter d'avoir des services pour les élé-

ves, particulièrement pour les élèves en difficultés. La réponse était chaque fois la même. Pas d'argent! Pas de ressources! Pourtant, la CSRS déclarait des surplus budgétaires chaque année. La convention prévoit une procédure claire pour mettre en place les plans d'intervention (convention acceptée et signée par les deux parties!). Pourtant, que de moyens on a utilisés pour passer à côté de la convention, du côté de la partie patronale! Elles ont le dos large, les conventions collectives.

Le problème de fond, ce ne sont pas les conventions collectives. Il relève plutôt d'une volonté patronale de tout contrôler, sans égard aux besoins des élèves et au climat des écoles. À vouloir du personnel soumis et obéissant jusqu'à l'aveuglement, on perd la richesse de toutes celles et de tous ceux qui font quotidiennement l'école. À vouloir tout décider sans nuances parce que ce sont eux le boss, ils créent le mécontentement et la frustration.

Quand on regarde les comportements de nos gouvernements et ceux de nos employeurs locaux, il est facile de voir

les liens qui les unissent. Il faut peut-être rappeler que beaucoup de services et de conditions de travail de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs sont le fruit de luttes syndicales qui ont été menées par des générations de travailleurs. Qu'il s'agisse de l'assurance-emploi, de l'assurance santé, des congés de maternité et des congés parentaux, qu'il s'agisse de la mise sur pied des caisses d'économie, des ACEF, des luttes pour l'équité salariale, les efforts des syndicats ont toujours cherché à améliorer les conditions de travail et les conditions sociales de l'ensemble des travailleurs. Et ces luttes ont toujours été dénoncées par le patronat.

En ces temps difficiles où l'arbitraire patronal cherche à s'imposer, quelle chance d'avoir des conventions collectives qui permettent de maintenir les services de la meilleure qualité possible pour les élèves.

Quant à nos patrons qui nous préchent l'importance du travail d'équipe et qui s'entêtent à s'enfermer dans l'exercice du droit de gérance, le double discours ne saurait être entendu. Et nous contin-

uons de faire appliquer les conventions collectives qu'ils ont signées.

Les problèmes actuels de l'école sont de l'ordre des ressources et du financement. Des problèmes de relève se profilent également à l'horizon. Les conditions actuelles rebutent les jeunes qui vont oeuvrer dans d'autres secteurs de l'économie. L'abandon professionnel devient de plus en plus important. L'exercice professionnel se dégrade. Et si nous n'y prenons garde, c'est l'ensemble de notre système qui souffrira bientôt d'une anémie grave.

Quant à ceux qui dénoncent nos conventions collectives, qu'ils changent leurs discours et leurs pratiques envers les enseignantes et les enseignants. Qu'ils reconnaissent nos capacités professionnelles. Qu'ils soutiennent leur personnel. Qu'ils pratiquent davantage avec les enseignants ce travail d'équipe qu'ils disent si important. Les conventions leur paraîtront alors sûrement moins problématiques.

Marcel Pinard, directeur
Zone de la Région-de-Sherbrooke
Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

Économie



S&P/TSX Venture 1924,05 ▲ 3,25 | S&P/TSX 8699,09 ▼ 18,74 | Dow Jones 10664,73 ▼ 7,25 | Dollar 75,16 \$ ▼ 0,32 | Or 409,80 \$ ▼ 2,50 | www.lapresseaffaires.com

L'excédent de la Coopérative fédérée fond à cause du porc

Lia Lévesque (PC)
MONTRÉAL

Affectée par les conditions difficiles dans l'industrie du porc, la Coopérative fédérée du Québec a vu son excédent fondre à 26,1 millions \$ pour l'exercice 2003.

Cet excédent d'opération avant impôts et ristournes se compare à un excédent de 42,5 millions \$ en 2002.

«Les résultats financiers ne sont pas au rendez-vous», a admis d'emblée le président Denis Richard, au cours d'une rencontre avec la presse qui a suivi le dévoilement des résultats financiers.

Socic va bien

Si la Coopérative fédérée a tout de même pu tirer son épingle du jeu, malgré les difficultés de sa division Olymel, c'est grâce aux bons résultats obtenus par sa division des pétroles Sonic et la progression constante de sa division de l'approvisionnement à la ferme.

La division des pétroles Sonic a même connu «sa meilleure année historique», a souligné M. Richard. Sonic, le plus important distributeur indépendant de produits pétroliers au Québec, a réalisé des ventes de 280 millions \$ par rapport à 212 millions \$ pour l'exercice précédent. La hausse du chiffre d'affaires de Sonic s'explique à la fois par l'augmentation du prix de vente et l'augmentation du volume de vente, de l'ordre de 14 pour cent.

Olymel, toutefois, a affiché des pertes dans le secteur porcin. M. Richard parle d'une «détérioration rapide, prolongée et sans précédent» de cette filiale. L'industrie du porc est affectée par une surcapacité mondiale et par la hausse du dollar canadien, qui a nui aux exportations de porc. Environ 50 pour cent de la viande de porc d'Olymel est destinée aux marchés d'exportation.

M. Richard note à quel point la situation est changeante dans le domaine du porc. «Une pénurie de 1 pour cent fait que les prix s'emballent.» Et, à l'opposé, «en alimentation, deux pour cent de trop, c'est très élevé».

«Les inventaires mondiaux sont (aujourd'hui) plus près de la normale»,

COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

Exercice terminé en nov.		
(en millions \$)	2003	2002
Ventes	2 755,1	2 480,3
Excédent d'opération	26,1	42,5
Excédent net	13,6	17,1

Profil de l'entreprise

- Membres: plus de 50 000
- Effectif: 9644 employés
- Activités:
 - CO-OP-Sonic
Emplois: 1100
Revenus: 799 millions \$
 - Olymel
Emplois: 9000
Revenus: 1,7 milliard \$
 - Coopératives affiliées
Emplois: 4500
Revenus: 1,7 milliard \$

Source: Coopérative fédérée de Québec - PC

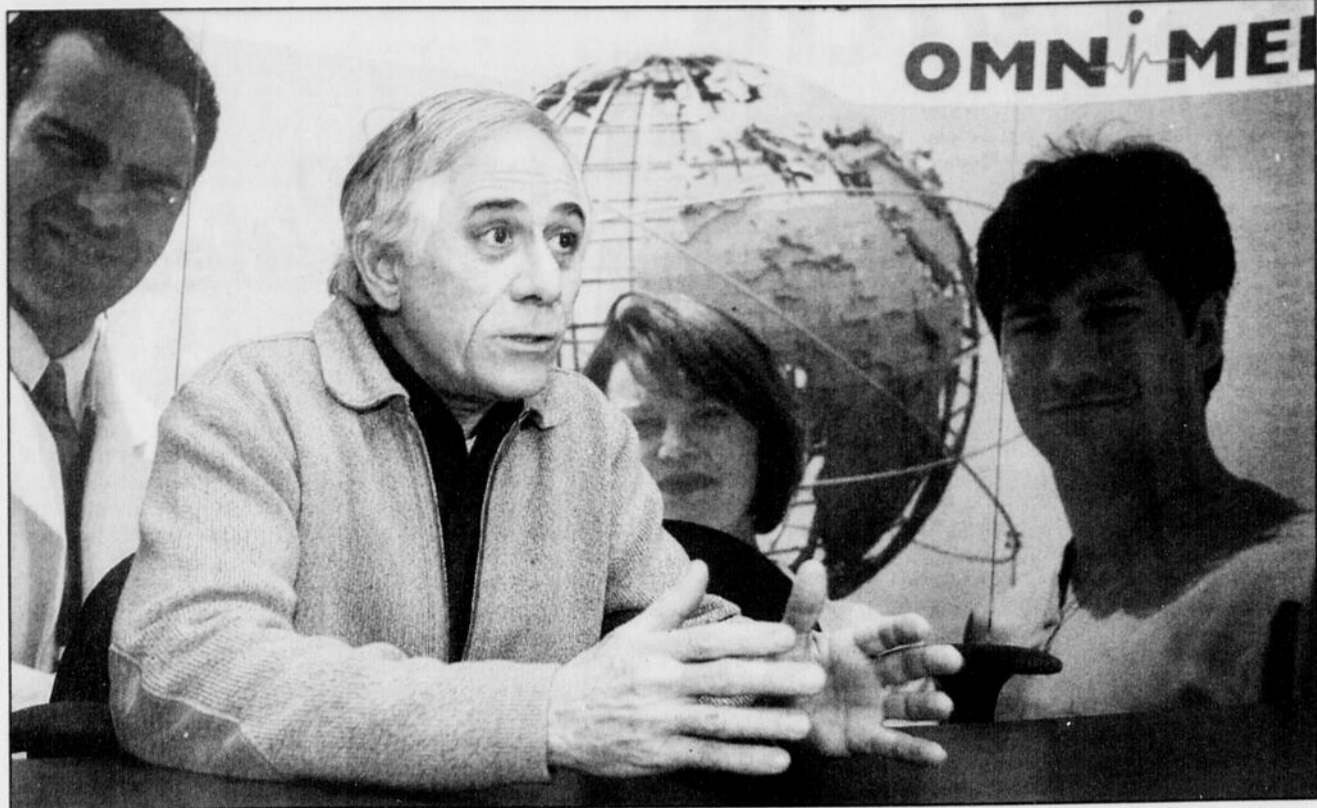
note M. Richard. Mais, selon le directeur général Pierre Gauvreau, la situation du porc «demeure fragile» pour 2004.

«Les marchés ont été ébranlés. La crise est peut-être finie, mais le retour à la normale n'est pas là» encore, a-t-il pris soin de préciser.

Plus tôt ce mois-ci, Olymel avait annoncé qu'elle cessera d'exploiter son usine de Princeville à la fin de mai et qu'elle consolidera ses activités d'abatage et de découpe de porcs à ses usines de la Montérégie et du Bas-Saint-Laurent.

Pour ce qui est de la Division de l'approvisionnement à la ferme de la Coopérative fédérée, elle a vu ses ventes croître de 587 millions \$ à 632 millions \$, grâce à une augmentation des volumes de ventes.

Au total, les ventes de la Coopérative fédérée ont atteint 2,76 milliards \$ comparativement à 2,48 milliards \$ pour l'exercice 2002. L'actif total atteint 754 millions \$.



L'intuition du Dr Jean Boilard lui a permis de bâtir une entreprise, Omni-Med, qui embauche maintenant une trentaine de personnes à Cookshire.

Omni-Med voit grand!

30 emplois à Cookshire et un système d'information à Laval



Gilles Fiset
gffiset@latribune.qc.ca
COOKSHIRE

Omni-Med, de Cookshire, une entreprise spécialisée dans la conception de logiciels en télé-médecine, vient de compléter avec succès l'installation de son système d'information, à Laval. Ce système dessert maintenant les sept établissements du territoire, l'hôpital, dix cliniques médicales et une centaine de médecins.

La prochaine étape sera de couvrir tous les autres médecins de Laval avant de chercher à remporter les soumissions qui, éventuellement, seront lancées afin d'étendre un tel réseau à l'ensemble du Québec.

Omni-Med emploie déjà une trentaine de personnes dont des programmeurs sans pareils dans le domaine de la télésanté et la télé-médecine. Les opportunités qui s'ouvrent devant cette entreprise récompensent les années d'efforts en développement, commente

son président, le Dr Jean Boilard.

L'expérience de Laval, explique le Dr Boilard, a été rendue possible grâce à la contribution du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec, dans le cadre du Programme de partenariat pour l'infrastructure canadienne de santé. Ces deux gouvernements ont investi 5,5 millions \$ chacun dans le projet de Laval. Pour Omni-Med, a précisé le Dr Boilard, on parle d'un contrat de 2,7 millions \$.

Des milliards \$

Mais ce n'est rien à côté des sommes qui sont maintenant à sa portée, puisque Omni-Med a toutes les chances de faire partie de la petite poignée d'entreprises qui seront autorisées à répondre aux appels d'offres touchant cette vaste infrastructure canadienne de santé, pour laquelle on prévoit investir plus de 1,2 milliard \$.

Omni-Med, rapporte le Dr Boilard, s'intéresse à l'infomatization des services de santé depuis une vingtaine d'années. Le Système d'information du réseau intégré de Laval (SI-RIL) permet aux médecins de gérer plus rapidement

toutes les épisodes de soins. Ils peuvent, par exemple, demander des tests et en recevoir les résultats en ligne, par ordinateur.

«Le médecin personnel d'un patient disposera ainsi d'un dossier complet sur son patient. Il arrive, présentement, que des informations concernant une même personne ne sont pas regroupées, une partie est dans le dossier du médecin, une autre à l'hôpital ou dans un autre établissement qui a traité ce patient. Avec le réseau informatique, les dossiers seront complets, à chaque endroit.»

Qui dit échange de données, dit bien sûr des risques pour la confidentialité. Le système, affirme le Dr Boilard, a été analysé sous toutes ses coutures.

Par ailleurs, un Groupe de recherche interdisciplinaire en santé de l'Université de Montréal, a mené une enquête auprès de patients et de médecins participants afin de connaître leurs réactions à ce système. Il en ressort que 92 pour cent des patients ont estimé que «c'est un plus pour eux» que le médecin puisse consulter leurs résultats d'examen avec son ordinateur.

KING WELLINGTON
dmessier@latribune.qc.ca Denis MESSIER

À la retraite d'une façon bien officielle depuis une douzaine de jours chez Labatt, Robert «Bob» DANDURAND est plongé dans le Challenge sur glace Damafrô, qui aura lieu la semaine prochaine sur le Circuit Bertrand-Fabi du Plateau Sylvie Daigle...

Geneviève FORTIER, coiffeuse et styliste, a maintenant pignon sur rue au 38 de la rue De La Croix, à Bromptonville. Après une année sabbatique, question de s'occuper de son enfant Jérémie, Geneviève reprend le collier. Geneviève est la même personne qui, à une certaine époque, épaulait Nathalie AIROLDI à son salon de coiffure...

Dixit Mario DELAGE, de Gestion financière Mario Delage, à la vue de Gervais MORIER, président des Industries Touch, surnommé «le chinois» et bouffant du céleri au East Side Mario's: «Je pensais qu'un chinois se limitait à manger du riz...»

Membre au tennis Memphrémagog, Ronald O. MAHEU, d'ABC Extermination, a envoyé un mémo aux autres membres du club invitant tous et chacun à garder un oeil sur leur doyen, le Dr Maurice BONVOULOIR, afin de s'assurer que ce dernier utilise son cadenas sur la bonne case. L'autre jour, le Doc a utilisé son cade-

nas sur une case vide... laissant ses effets sans protection! C'est l'ABC, MAURICE... -0-

Le juge Denis BOUCHER, surnommé le juge «dboucher», prendra place sur le Banc, aujourd'hui et demain, pour une 9e année consécutive, afin d'entendre les «prisonniers» de La Maison de la Famille Memphrémagog dans le cadre de l'activité Coupable Non Coupable en direct des Galeries Orford. Psycho-éducateur à Val-du-Lac, Denis entendra, tout en y mettant de l'humour, une vingtaine de personnes du monde politique et des affaires... L'objectif de Louise GINGRAS, directrice de La Maison de la Famille Memphrémagog, se chiffre à 18 000 \$... -0-

Le maire Marc POULIN, de Magog, est l'un des «prisonniers» risquant à nouveau cette année d'aider à remplir les coffres de La Maison de la Famille Memphrémagog... Les François DESAUTEL, de la Caisse Pop du Lac, Sylvain CÔTÉ de Vap-eau-pure, Mgr André TARDIF, Paul GAUDREAU, du Tigre Géant, Roger LA-CROIX, du Métro des Galeries Orford, et France PELLETIER, du Provigo Pelchat, sont au nombre des personnes qui se retrouveront devant le juge... -0-

Données réelles en vigueur le 19 fév. Les taux d'intérêt cette semaine dans les principales banques et fiducies canadiennes

Taux directeur 2,50%	Taux préf.	Hypothèques			Epargne quot.	Dépôt à terme		CPG
		1 an	3 ans	5 ans		30 jours	90 jours	
Banque Royale	4,25	4,30	5,30	5,80	0,07	0,75	0,95	1,30
CIBC	-	3,95	5,30	5,80	0,10	0,75	0,90	1,25
Banque de Montreal	4,25	4,25	5,20	5,80	2,25	0,75	0,95	1,30
Banque Scotia	4,25	4,30	5,20	5,80	2,25	0,75	0,85	1,20
TD Canada Trust	-	4,30	5,20	4,75	0,05	0,75	0,90	1,30
Banque Nationale	4,25	4,25	5,30	5,80	0,02	0,75	0,95	1,30
Banque Laurentienne	4,25	4,25	5,30	5,80	0,05	0,75	0,95	1,30
HSBC	-	4,30	5,30	5,80	0,05	0,75	0,95	1,30

Source: CANNEX

- PC

Fiducies Desjardins	-,-	-,-	-,-	-,-	-,-	1,00	1,20	1,30
Caisses populaires	4,25	4,25	5,30	5,80	0,00	1,00	1,20	1,30
La Capitale MFQ	-,-	4,29	5,29	5,79	-,-	-,-	-,-	-,-

BASKETBALL UNIVERSITAIRE CE SOIR **L'UQAM visite l'Université Bishop's**
www.ubishops.ca/gaiters/ **ADULTES : 6 \$ ENFANTS : 2 \$ (12 ans et moins)**

Bourse de Toronto

Main table containing stock market data for Toronto, organized into columns for various sectors and individual stocks with their respective prices and changes.

L'indice S&P 500 a reculé de 4,76 points, à 1147,06. Les composite Nasdaq a reculé de 30,51 points, à 2045,96.

New York
NEW YORK (AP) - Hier à la Bourse de New York, le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a reculé de 7,26 points, à 10664,73.

Le volume au NYSE était de 1,47 milliard d'actions transigées. Parmi les 3449 titres ayant fait l'objet des transac-

tions, 1207 ont augmenté, 2053 ont reculé et 189 ont clôturé sans changement.

clôturé en baisse, hier, à la Bourse de Toronto.

Devise
L'indice S&P/TSX a reculé de 18,74 points, à 8699,09 sur un volume de 280,7 millions d'actions échangées.

Table listing exchange rates for various currencies including the Euro, Japanese Yen, and British Pound.

Galerie du Sommeil
Brault & Martineau

SIMMONS Beautysleep
Caresse Plus

Matelas ferme.
Livraison et ramassage gratuits.
Matelas 1 place/360 ressorts
7,75 \$ par mois ou 279 \$ Rég. : 559 \$
Matelas grand lit/608 ressorts
11,08 \$ par mois ou 399 \$ Rég. : 799 \$
Matelas très grand lit/800 ressorts
16,64 \$ par mois ou 599 \$ Rég. : 1199 \$

50% DE RABAIS

sur TOUS les matelas et sommiers



Rabais de 350 \$
9.69 \$ par mois
Matelas 2 places
510 ressorts
Rég. : 699 \$

36 VERSEMENTS ÉGAUX
sans frais, sans intérêt*
sur tout en magasin!

ou payez en **février 2005**
Aucun dépôt, paiement, ni intérêt! **
Sans frais d'administration, sans supplément.
LIVRAISON GRATUITE DANS UN RAYON DE 200 KM



*Détails en magasin.

GARANTIE 10 ANS

Rabais de 470 \$
13.03 \$ par mois ou **469 \$**
Matelas 2 places
442 ressorts
Rég. : 939 \$

Serta Dahlia Perfect Sleeper

Matelas ferme.
Livraison et ramassage gratuits.
Matelas 1 place/312 ressorts.....10,53 \$ par mois ou 379 \$ Rég. : 759 \$
Matelas grand lit/532 ressorts.....15,25 \$ par mois ou 549 \$ Rég. : 1099 \$
Matelas très grand lit/672 ressorts.....20,81 \$ par mois ou 749 \$ Rég. : 1499 \$

GARANTIE 10 ANS

Rabais de 530 \$
14.69 \$ par mois ou **529 \$**
Matelas 2 places
525 ressorts
Rég. : 1059 \$

SOMMEIL Vogue

Matelas ferme sans rotation avec dessus à coussinet.
Livraison et ramassage gratuits.
Matelas 1 place/375 ressorts.....11,64 \$ par mois ou 419 \$ Rég. : 839 \$
Matelas grand lit/660 ressorts.....16,64 \$ par mois ou 599 \$ Rég. : 1199 \$
Matelas très grand lit/810 ressorts.....24,14 \$ par mois ou 869 \$ Rég. : 1739 \$

GARANTIE 12 ANS

Rabais de 830 \$
23.03 \$ par mois ou **829 \$**
Matelas 2 places
660 ressorts
Rég. : 1659 \$

BRAULT & MARTINEAU Montresor

Matelas ferme sans rotation avec dessus à coussinet.
Livraison et ramassage gratuits.
Matelas 1 place/474 ressorts.....18,86 \$ par mois ou 679 \$ Rég. : 1359 \$
Matelas grand lit/805 ressorts.....25,81 \$ par mois ou 929 \$ Rég. : 1859 \$
Matelas très grand lit/1016 ressorts.....36,08 \$ par mois ou 1299 \$ Rég. : 2599 \$

36.08 \$ par mois ou **1299 \$**
Lit
Matelas en sus

Lit articulé avec 4 zones de relaxation.
Livraison gratuite. 5 ans de garantie sur le moteur.
Matelas 1 place avec 2 côtés en celcar.....16,64 \$ par mois ou 599 \$

BRAULT & MARTINEAU Une entreprise de chez nous pour vous! **10 grands magasins**

matelas

Prix en vigueur jusqu'au mercredi 25 février 2004. Quantité limitée sur certains articles. *Ne payez que les taxes de vente. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais, ni intérêt débutant le mois suivant votre achat. Détails en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.) **Ne payez que les taxes de vente. Sujet à l'approbation du crédit. Aucun dépôt, paiement ni intérêt si payé en entier en février 2005. Détails en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux C.D.L.

HEURES D'OUVERTURE Lun.-mar.-mer. 9 h 30 à 18 h Jeudi-vendredi 9 h 30 à 21 h
Samedi 9 h à 17 h Dimanche 11 h à 17 h

Livraison gratuite dans un rayon de 200 KM **www.braultetmartineau.com**



118777